Envoyé en préfecture le 09/07/2026
Reçu en préfecture le 09/07/2026
Publié le
ID : 035-213503105-20260706-D_2026_029-DE

Département d'Ille et Vilaine
COMMUNE DE SAINT SAUVEUR DES LANDES

Saint SAUVEUR des Landes

*Décision prise en application de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales*

# DECISION N°2026_029

## DIA – Renonciation au DPU

**Le Maire de la commune de Saint Sauveur des Landes,**

**Vu** l'article L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,
**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.210-1, L211-1 et suivants, L213-1 et suivants, L.300-1, et R.211-1 et suivants ;
**Vu** la délibération en date du 02.06.2005 instaurant le droit de préemption urbain,
**Vu** les délibérations n°2015-05/065 en date du 16.06.2015 et n°2020/07-073 en date du 24.09.2020, élargissant le périmètre du DPU
**Vu** la délibération n°2023/03-025 du 10.03.2023 donnant délégation du conseil municipal au maire en matière de droit de préemption à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L.211-2 ou au premier aliéna de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme,
**Considérant** la déclaration d'intention d'aliéner déposée par Maître JOSSELIN, notaire à Fougères, reçue en mairie le 06/07/2026 concernant les biens cadastrés YT195 et YT196p *(La vigne)* à Saint Sauveur des Landes.

## DECIDE

**Article 1** – La commune de Saint Sauveur des Landes renonce à son droit de préemption urbain concernant la demande déposée par Maître JOSSELIN, notaire à Fougères, reçue en mairie le 06/07/2026 concernant les biens cadastrés YT195 et YT196p *(La vigne)* à Saint Sauveur des Landes.

**Article 2** – Conformément à l'article L2122-23 du CGCT, le maire rendra compte de cette décision au conseil municipal.

A Saint Sauveur des Landes,
Le 06/07/2026

Le maire,

Christophe DEROYER



*Le Maire ou son représentant certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.*
***Délais et voies de recours** : la présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours gracieux auprès du maire et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rennes.*